



Future loi santé : De l'austérité et des coups au service public, sous couleur de démagogie

Ce matin, au Ministère des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine a réuni tout un aréopage de divers acteurs du monde de la santé et du social afin de présenter, découlant de la nouvelle stratégie de santé, ses orientations pour la future loi de santé.

Derrière les mots de « démocratie », « démocratie sanitaire », « souffle nouveau sur le système de santé », « rupture des inégalités », déclinés en quatre volets : Prévention, parcours de soins, innovation et démocratie, tout est dit pour ne fâcher personne et ne rien remettre en cause de la logique existante qui consiste à renforcer le pouvoir des ARS, de la loi HPST... Bien sûr, exit la promesse de campagne de son abrogation !

Plus grave, la notion de service public de santé disparaît au profit du « service territorial de santé au public », dans lequel le lucratif, certes sous condition, pourra participer. Dans la même lignée, des groupements hospitaliers obligatoires seront généralisés et viseront à accélérer les reconstitutions sanitaires.

Rien non plus sur la dégradation des conditions de travail des personnels, pour Madame la Ministre, l'hôpital, c'est d'abord les directeurs et un peu les médecins... Ainsi, elle a réussi l'exploit de parler 45 minutes en ne citant pas une seule fois le reste du personnel de l'hôpital !

En ce qui concerne la psychiatrie, en dehors de réaffirmer la notion de sectorisation, la Ministre se borne à annoncer l'ouverture d'un chantier...

Dans un flux d'autosatisfaction et de démagogie, La Ministre nous inonde de belles paroles, d'incantations sur le dialogue social. En filigrane, la réalité est tout autre, c'est la poursuite de la logique de privatisation de la santé, de la mainmise de l'état sur l'assurance maladie, le tout dans un contexte d'austérité jamais égalé pour les années à venir...

Il va être urgent que les professionnels, par leurs luttes, interviennent dans l'écriture de la future loi « Touraine » !

Fait à Montreuil, le 19 juin 2014

